

Questions orales

ou bien s'il y a une certaine sagesse à vouloir empêcher que la presse ne soit contrôlée de plus en plus étroitement par un petit nombre de monopoles.

* * *

● (1130)

L'ÉCONOMIE

LES EXPORTATIONS DE GAZ NATUREL

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Elle concerne sa déclaration suivant laquelle le ralentissement de la reprise est non seulement acceptable mais utile. Il a parlé de l'excédent de la balance commerciale, sans mentionner que cet excédent est dû à une baisse des importations, à une baisse de la demande plutôt qu'à nos exportations. Quel réconfort peut-il voir dans ce que le volume du gaz naturel exporté est inférieur de 50 p. 100 aux quantités prévues par les marchés et que d'autres baisses sont à prévoir pour l'avenir? Quel réconfort peut-il trouver à ce que 40 p. 100 des tours de forage soient inactives?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, ce qu'il y a eu de remarquable pendant la dernière récession, c'est que les exportations canadiennes se soient si bien maintenues en comparaison de ce qui s'est passé dans tous les autres pays industriels.

M. Crosbie: Il y en a qui s'en tirent mieux, espèce de nigaud.

M. Lalonde: Notre pays a réussi, malgré une récession d'envergure mondiale, à soutenir une forte cadence d'exportation alors que nos importations ont nettement baissé, bien sûr. Mais si vous regardez ce qui se passe dans les autres pays industriels, vous verrez qu'ils ont éprouvé une baisse aussi bien de leurs importations que de leurs exportations. Ici, au Canada, grâce en partie à l'action énergique de nos sociétés et aussi à l'appui de l'État fédéral, nous avons pu maintenir la cadence de nos exportations malgré la récession mondiale.

Le député a raison. Les exportations de gaz sont encore peu élevées par rapport à ce que nous vendrions si la demande existait aux États-Unis. Mais il sait que nous avons pris des mesures, en accord avec les gouvernements provinciaux et l'industrie, pour accélérer la reprise des autorisations d'exportation de gaz, en réduisant le prix du gaz naturel excédentaire. Il y a eu des livraisons excédentaires, et nous comptons que cette reprise de la demande de gaz naturel aux États-Unis va s'accroître considérablement. Nous ne pouvons pas faire grand-chose tant que la demande de gaz naturel n'augmentera pas aux États-Unis. C'est ce qui se passe en ce moment, et l'avenir apparaît encourageant.

L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE FAILLITES D'ENTREPRISES

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Ce qui nous inquiète, c'est que ce tableau si encourageant qu'il nous brosse ne correspond pas à la réalité. Par exemple, dans le secteur pétrolier, les choses vont si mal que Pétro-Canada a dû mettre en vente son appareil Challenger.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Mlle Carney: Quel réconfort le ministre peut-il trouver à ce que les faillites d'entreprises ont été deux fois plus élevées au cours des sept premiers mois de l'année qu'il y a deux ans?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, il est évident qu'au fur et à mesure que l'on sort de la récession, la situation économique générale s'améliore. Cependant, si l'honorable député se réfère à la situation qui existait au début de 1983 par rapport à celle d'il y a deux ans, il est évident que le taux de faillites sera plus considérable au début de 1983 qu'il ne l'était au début de 1981, alors que nous en étions à une période de croissance très élevée. Je l'inviterais donc à prendre connaissance des statistiques plus récentes, lesquelles indiquent qu'il y a eu un ralentissement très considérable du nombre de faillites partout à travers le Canada, et que ceci représente une claire indication que la situation économique s'est très considérablement améliorée. Je l'inviterais également à prendre connaissance non seulement du nombre de faillites, mais aussi du nombre de nouvelles entreprises qui ont été créées au Canada cette année. L'honorable député s'apercevra que le nombre de nouvelles entreprises créées a été beaucoup plus considérable que le nombre de faillites, et que l'économie canadienne fait montre, en effet, d'une croissance remarquable. Et, à mon avis, l'honorable député devrait faire preuve d'un peu plus de confiance dans le dynamisme des Canadiens à l'heure actuelle qu'elle ne semble en manifester.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

LES FONDS

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné que la Société du crédit agricole a pratiquement épuisé les fonds qu'elle détient aux fins des prêts agricoles, le ministre a-t-il demandé au ministre des Finances de regarnir les fonds de la Société? Quelle a été la réponse de son collègue et combien lui avait-il demandé?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, les fonds ne sont pas épuisés et c'est pourquoi je n'en ai pas demandé encore.

M. Beatty: C'est le ministre qui est épuisé.

LA CAPACITÉ DE PRÊTER DE LA SOCIÉTÉ

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Étant donné qu'il y a à peine la moitié de l'année fiscale d'écoulée, que les agriculteurs ont beaucoup de difficultés à obtenir de l'aide de la Société du crédit agricole et qu'on signale un nombre de faillites sans précédent, comment le ministre peut-il se contenter d'affirmer que les fonds ne sont pas épuisés si on refuse les demandes des cultivateurs? Le ministre peut-il nous dire si la Société va continuer à prêter pour le reste de l'année financière, autant que la moyenne des deux ou trois années précédentes?